



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 21/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



BIG BENNES (ex E3D)

Mont Saint Sébastien
77111 Soignolles-en-Brie

Références: E/22- 2211
Code AIOT : 0006516211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement BIG BENNES (ex E3D) implanté ZA du Mont Saint Sébastien 77111 SOIGNOLLES EN BRIE. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES (ex E3D)
- ZA du Mont Saint Sébastien 77111 SOIGNOLLES EN BRIE
- Code AIOT : 0006516211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La Société E3D est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 à exploiter centre de tri, transit, regroupement et démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) situé Z.A. de Mont Saint Sébastien à SOIGNOLLES-EN-BRIE (77111).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	contrôle des rejets dans le milieu naturel (rapport d'analyse)	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3	/	Sans objet
2	contrôle des rejets dans le milieu naturel (rapport d'analyse)	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3	/	Sans objet
3	moyens incendie (moyens incendie)	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.13	/	Sans objet
4	Plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.3	/	Sans objet
5	registre des DEEE éliminés	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société BIG BENNES respectait l'ensemble des prescriptions contrôlées.

Par ailleurs, l'inspection note que les rapports suivants lui seront transmis :

- rapport des analyses des rejets aqueux prévues fin novembre 2022,
- rapports de vérification des différents moyens de lutte contre l'incendie du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle des rejets dans le milieu naturel (rapport d'analyse)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets aqueux doivent faire l'objet d'une autosurveillance mensuelle et d'une analyse semestrielle par un organisme agréé
Constats : Les analyses du 1er semestre ont été effectuées le 13 avril 2022. Le rapport des résultats indique que les rejets sont conformes. Les analyses du deuxième semestre sont prévues fin novembre 2022. Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées. En ce qui concerne l'autosurveillance, l'exploitant a indiqué que les analyses sont réalisées à chaque rejet (rejet en bâché) lorsque la quantité d'eau est suffisante pour être analysée et rejetée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : contrôle des rejets dans le milieu naturel (rapport d'analyse)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, l'exploitant transmet dès réception les résultats de cette surveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : Les résultats des analyses semestrielles ainsi que les résultats d'autosurveillance (analyse avant chaque rejet) sont transmis sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : moyens incendie (moyens incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.13
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La défense incendie est assurée par : <ul style="list-style-type: none">- une réserve de 720 m³- un poteau incendie à moins de 100 m (60 m³/h) alimenter par la réserve- un poteau incendie (60 m³/h) alimenté par le réseau communal. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : La vérification des extincteurs a été effectuée le 4 novembre 2021. Le RIA a été vérifié le 8 novembre 2021. L'inspection des installations classée a noté que la vérification des moyens de lutte contre l'incendie était en cours le jour de la visite d'inspection. Les différents rapports seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.3
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques, la quantité de déchets spécifiques issus du démantèlement desdits déchets susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage.
Constats : Un plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock en date du 12 octobre 2022 a été transmis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : registre des DEEE éliminés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.6
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre des déchets sortants de l'installation
Constats : L'exploitant a mis en place le registre dématérialisé de déchets dangereux. Aucun bordereau de suivi de déchets dangereux papier n'est utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

